



N°3 / janvier 2004

**JOURNAL de la COORDINATION COMMUNISTE
NORD / PAS DE CALAIS**

Pour la reconstruction d'un Parti communiste révolutionnaire

ÉDITORIAL

Cette année 2004 commence avec l'entrée en vigueur de plusieurs réformes scélérates, certaines ayant été l'objet d'importantes mobilisations ces derniers mois, que ce soit au sujet de la réforme des retraites ou à propos du statut des intermittents dont plus de 30% vont désormais être exclus de leur régime spécifique d'indemnisation.

D'autres réformes n'ont pas réellement connues de mobilisation de masse, en partie parce que ceux qu'elles touchent -les chômeurs -sont aujourd'hui très faiblement organisés et subissent une forte victimisation (on se souvient d'Aubry envoyant la police contre les occupations d'ASEDIC à la Noël 97). Ce 1er janvier 2004, c'est donc l'entrée en vigueur de la réforme de l'assurance-chômage, avec comme première conséquence la non-indemnisation immédiate de 180000 personnes, et la perspective d'une exclusion du système d'assurance pour 500 000 autres personnes dans les 2 ans (sans parler de la réforme de l'allocation spécifique de solidarité qui va exclure 150 000 chômeurs de longue durée!).

Tout cela au nom d'un pseudo assainissement des comptes de l'UNEDIC qui cache mal un 'assainissement' budgétaire pour 'rétablir la compétitivité' de 'l'entreprise France'... au nom de Maastricht!

Et puis voilà le RMA ('Revenu Minimum d'Activité'), dernière trouvaille du capitalisme pour l'exploitation de la classe ouvrière! Un CDD de 6 mois (renouvelable deux fois) destiné aux RMIstes, d'une durée hebdomadaire de 20 heures payées au SMIC horaire: les départements (nouvelle charge pour eux) continuant à verser le RMI au salarié concerné, le patron n'aura qu'à verser le complément d'environ 130 euros par mois. Ainsi, l'heure de travail d'un employé

au RMA coûtera au patron entre trois et quatre fois moins cher que l'heure de travail d'un employé payé au SMIC! Et avec l'aide des fonds publics, qui en plus prendront à leur charge les cotisations patronales pour la Sécu ! Tel est ce système capitaliste abject dans lequel nous vivons en 2004, un système qui conduit la classe ouvrière dans son ensemble (en premier lieu ses parties les plus précaires) sur le chemin de la paupérisation absolue. Ce système du sacro-saint dieu 'marché' et de la nécessaire 'compétitivité' de 'l'entreprise France', le tout placé dans la perspective politique de l'Union Européenne...

A 'gauche', comme on se trouve à présent dans l'opposition et qu'approche des échéances électorales, d'aucuns s'essaient au petit jeu de la dénonciation de la politique «antisociale» du gouvernement Raffarin. Mais bien sûr, il ne s'agit pas de remettre fondamentalement en cause le capitalisme, ni même le processus d'intégration européenne, qui est aujourd'hui pour eux un horizon indépassable, alors qu'il devrait être évident qu'il s'agit d'une arme commune dont se dotent les bourgeoisies en Europe pour écraser les droits des travailleurs (et étouffer toute perspective révolutionnaire), pour écraser les peuples du Tiers-Monde et nous jeter dans la guerre inter impérialiste future.

Engagés contre la guerre, engagés contre le massacre social, voilà pourquoi nous plaçons cette année 2004 sous le signe du combat anticapitaliste contre la construction européenne, pour que la France sorte de l'Union Européenne!



**En 2004, tous ensemble
contre la constitution euro-
péenne et pour la sortie de la
France de l'Union Euro-
péenne !**

Tous ensemble, GREVE GENERALE!

35 heures Aubry : du beurre pour les patrons, un leurre pour les syndicats, l'horreur pour les travailleurs !



Le gouvernement a fait des 35 heures le bouc émissaire de la « récession » annoncée. Conséquence ? Une alliance entre les directions syndicales et le PS... pour défendre la loi Aubry !

La tactique du pouvoir en lançant ce pavé dans la marre est de créer la polémique pour mieux asseoir une loi Aubry qui sert bien en réalité le patronat : réductions de charges et subventions pouvant aller jusqu'à 1500€ par salarié, suppression du paiement des heures supplémentaires mises sur un compte et à récupérer, annualisation du temps de travail, flexibilité des horaires, suppression pure et simple des horaires collectifs de travail, amplitude entre deux postes réduite au minimum et surtout, pour beaucoup, la paupérisation par le blocage des revenus qui va même pour certaines branches jusqu'à l'annualisation des salaires incluant primes vacances et 13^{ème} mois !

Cette loi Aubry n'a rien apporté d'autres que désagréments et désillusions, sauf à une partie des travailleurs de l'encadrement et de la maîtrise. En effet, pour la classe ouvrière, à quoi servent les journées de RTT ? A la culture ? Avec quel argent ! À faire du sport ? Mais quand on est amené à faire une semaine de 48 heures et de 6 jours, on préfère se reposer ! À partir en week-end ou en vacances ? 60% des travailleurs du Nord/Pas-de-Calais ne partent jamais faute de moyens ! Par contre, avec les 35 heures, les cadences sont plus soutenues, le nombre de précaires (intérimaires, mi-temps, CDD...) a augmenté, le travail le week-end se généralise, les périodes de congés payés s'étalent, les jours de fractionnement ou conventionnels disparaissent, les accidents et les maladies du travail augmentent... Et adieu les 35 heures payées 39 ! Les compensations 35/39 ont en fait été absorbées par l'augmentation du coup de la vie due au passage à l'euro. Désormais, c'est « 35 » payées 35... Dure réalité !

Ainsi, avec l'aide d'une gauche plurielle complaisante, le patronat, qui a obtenu cette loi en faisant croire qu'il s'y opposait, a pu réorganiser à moindre coup toute la production, les ateliers, les services et la sous-traitance, répondant ainsi, à flux tendu, aux demandes et aux commandes, ce qui a été largement profitable aux dirigeants et aux actionnaires... creusant la « fracture » sociale.

Ce fut un leurre pour les directions syndicales, même si le syndicat CGT, sans toutefois réellement combattre le projet, n'a que très rarement engagé sa signature dans les accords de branches ou d'entreprises. Si aujourd'hui les instituts de sondage s'acharnent à donner une assise à cette loi, avec la question subjective du 'pour ou contre les 35 heures', c'est pour que les travailleurs tellement déçus, donc méfiants, se disent : « s'ils reviennent sur la loi, ça sera encore pire avec l'annualisation et la flexibilité des 40 heures ».

Mais pourquoi défendre en front commun (directions syndicales / social-démocratie PS-PCF) une loi qui va à l'encontre des travailleurs et qui sert le patronat, si ce n'est pour redorer le blason terni d'une social-démocratie arrogante qui a méprisée les intérêts des classes laborieuses ? Faut-il rappeler que les ouvriers, qui ont subi en premier les méfaits et la réalité de cette loi «cheval de Troie», les

chômeurs déçus, ont éjecté par leur abstention massive Jospin en mai 2002 et Aubry aux législatives de juin 2002 !

Tout démontre ici en particulier la politique de collaboration de classe de la direction du PCF, coupée de la réalité de la vie des travailleurs, mais aussi la dérive réformiste des directions syndicales (y compris de la CGT), qui en refusant de combattre à l'époque la loi Aubry (en exigeant une véritable loi cadre imposant la réduction du temps de travail sans annualisation, sans augmentation des cadences, avec embauches équivalentes et maintien du salaire), en refusant donc ce combat, tendent aujourd'hui un piège aux travailleurs pour les forcer à combattre sur un terrain qui n'est pas le leur.

Telle est la social-démocratie... Qui hier assassine les droits et acquis sociaux (temps de travail, retraite, sécu, conventions, chômage, services publics...) gagnés par des générations de travailleurs (souvent au nom de « l'Europe à construire »!) et qui aujourd'hui essaie de se refaire une virginité en dénonçant la politique antisociale du gouvernement Raffarin!

Obtenir une réelle réduction du temps de travail, réelle conquête sur les intérêts du patronat, passe par une **union de lutte entre les chômeurs, les précaires, les salariés.**

Anéantir le chômage, l'emploi précaire, l'emploi non déclaré, la flexibilité et l'annualisation, et obtenir des emplois stables, des droits sociaux, des salaires décents, cela implique de passer par une phase de reconstruction des luttes organisées par les travailleurs eux-mêmes et dans chaque pays. Qu'ils soient avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, du public ou du privé, ceux qui subissent chaque jour les lois réactionnaires et les dégradations abominables des conditions de travail et de vie ont un intérêt commun... **lutter ensemble !**

Pour éviter cette union des luttes, pour conjurer le spectre d'une classe ouvrière unie et forte, tous les coups sont et seront encore utilisés par nos adversaires: attaques 'anti-jeunes' qui visent en fait la jeunesse populaire, attaques contre les immigrés et contre les sans-papiers, partie la plus précaire de la classe ouvrière, attaques judiciaires contre les syndicalistes, c'est-à-dire contre ceux qui se situent en première ligne dans la défense quotidienne des travailleurs. Mais aussi, tactiques de diversion pour détourner la classe ouvrière de la lutte contre ses véritables adversaires: en ce sens, le MEDEF avait intérêt de montrer avec le plus de tintamarre possible que « la gauche » menait une politique contraire aux intérêts du patronat (y compris en exigeant toujours plus quand il voyait pourtant que ça allait dans son sens), afin de détourner la classe ouvrière de la compréhension de la nature de classe (bourgeoise) du gouvernement de la « gauche plurielle ». L'épisode actuel sur les 35 heures n'est que la conséquence (la poursuite en fait) de la vaste duperie des 5 ans de gauche plurielle. C'est y compris une nouvelle tentative aujourd'hui pour le PS, le PCF, les Verts (unis ou pas), de se remettre en selle en prévision des prochaines élections cantonales et régionales.

Dernière chose. L'organisation trotskiste 'Lutte Ouvrière', surfant sur ce problème des 35 heures, a lancé une campagne d'affiches où l'on peut lire: « *touchez pas aux 35 heures* ». Voilà qui va donc dans le même sens que le concert social-démocrate actuel ! L'enjeu n'est-il pas au contraire de combattre l'annualisation du temps de travail, la flexibilité, l'augmentation des cadences et le blocage des salaires ? C'est en tout cas ce que réclame la classe ouvrière qui, dans l'ensemble, a vu son niveau de vie et ses conditions de travail se dégrader avec la loi Aubry.

Bruits de bottes sur LILLE 2004 ?

Un papier anodin dans *Le Monde* du 29.09.03 nous a appris que la France allait créer à Lille un **état-major apte à commander une coalition multinationale**. Rien que cela !



Ce corps d'armée de réaction rapide, constitué pour l'occasion à hauteur de 30 000 à 50 000 hommes en ordre de combat doit voir le jour dans les 3 prochaines années. Il donnera à l'armée française « *la capacité d'entrée en premier sur un théâtre d'opérations* » dit-on dans l'entourage du chef d'état-major, le général Bernard Thorette.

Autrement dit, un tel poste de commandement permettra à la France de revendiquer au niveau européen le rôle de « nation cadre » d'une opération extérieure d'envergure. L'armée française tirerait ainsi les enseignements de son expérience actuelle en Macédoine, en Côte d'Ivoire, en République Démocratique du Congo ... où elle mène un coalition – autonome par rapport à l'OTAN – pour le compte de l'Union Européenne.

Ce choix de Lille comme tremplin à de futures agressions contre les peuples nous interpelle tous, nous les Combattants de la Paix du Nord/Pas-de-Calais, région profondément meurtrie par deux conflits mondiaux ! Interrogeons-nous, mobilisons-nous, dénonçons publiquement ces préparatifs camouflés de nouvelles aventures coloniales ! **Après Lille 2004, « capitale européenne de la culture », Lille « capitale de la mort » ?**

Intervenir, comme trop souvent nous le faisons, pendant ou après l'éclatement des conflits ne suffit plus. Une machine de guerre se met sournoisement en place dans la métropole lilloise. Nous ne pourrions pas dire demain que nous ne savions pas ! **Traquons les fauteurs de guerres là où ils préparent leurs sales desseins ! Faisons de LILLE une citadelle de la PAIX !**

« SAVOIR-FAIRE » À LA FRANÇAISE

En dépit de la « mésentente » entre la Maison Blanche et l'Élysée à propos de l'Irak, de hauts responsables militaires et civils de l'OTAN viennent de rendre un hommage appuyé au « **savoir-faire** » des armées françaises. Le général Jones, qui a servi en 1991 en Irak aux côtés de la division française Daguet, interrogé par *Newsweek* a déclaré : « *La France a probablement l'armée en Europe la plus apte à se déployer sur des théâtres d'opérations extérieurs. Il faut l'écrire en grosses lettres. Les Français ont des capacités militaires impressionnantes à travers le spectre complet des opérations... Ils sont bons dans des actions de maintien de la paix, leur armée de l'air est moderne, leur armée de terre est une très, très excellente armée* ». Fin septembre, c'est l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN, M. Burns, qui décernait un satisfecit aux armées françaises: « **la France est un allié précieux des États-Unis malgré nos divergences**. Nous travaillons ensemble en Afghanistan », faisant allusion au fait que l'armée française a détaché ses instructeurs auprès de l'armée régulière afghane en cours de formation et quelques 150 commandos spéciaux, aux côtés de leurs homologues américains, à la frontière du Pakistan.

TOUJOURS LA MEME LOGIQUE COLONIALE

Ce « savoir-faire » du corps expéditionnaire français, tant vanté par les stratèges américains, ne date pas d'aujourd'hui, il est le fruit pourri d'une longue expérience sanglante, une histoire pluriséculaire de domination coloniale, ponctuée de crimes d'État, de massacres de masse, d'annihilations en tous genres, de tortures, de « pacifications », de maintien de l'ordre, d'opérations de ratissage.....**qui n'ont en réalité jamais pris fin.**

En 1840, le maréchal Bugeaud, l'organisateur de la conquête de l'Algérie, déclarait devant le Parlement: « *Il faut **une grande invasion en Afrique, qui ressemble à ce que faisaient les Francs, à ce que faisaient les Goths*** ». Et en 1844, il lançait son fameux cri: « *Soumettez-vous à la France et il ne vous sera fait aucun mal. Dans le cas contraire, j'entrerai dans vos montagnes, je brûlerai vos villages et vos maisons, je couperai vos arbres fruitiers, et alors, ne vous en prenez qu'à vous seuls, je serai, devant Dieu, parfaitement innocent de ces désastres.* »! (JO du 14-04-1844).

Aujourd'hui, le général Thorette, patron de l'armée de terre, utilise plus la langue de bois, évoquant la prise en compte de la « diversité » des populations. « *L'armée de Terre, expliquait-il dans une Conférence en novembre 2002, doit faire face à la diversité et à la complexité des milieux. (...) Un milieu humain avec toute sa variété de cultures et de traditions (Albanais, Serbes, Croates, Ivoiriens, Afghans, Timorais, etc.). L'armée de Terre est celle qui agit (et qui se bat) au milieu des populations, qui est soumise aux difficultés du terrain et aux aléas du climat...* ». Notre éminent stratège oubliait cependant un « aléa » majeur: la résistance des populations aux armées d'occupation ! La résistance à la « mission civilisatrice » de la France !

GUERRE À LA GUERRE ! GUERRE À LA MISÈRE !

L'abolition de la conscription (disparition des appelés du contingent) et la professionnalisation des armées donnent aujourd'hui à tout gouvernement pleine latitude pour engager des troupes à l'étranger, où bon lui semble, en toute opacité et sans le moindre contrôle populaire. Pour transporter ces cohortes de légionnaires, les faire stationner, les entretenir à des milliers de kilomètres de l'hexagone, pour les surarmer, les blinder, les barder contre les peuples en quête de souveraineté et d'indépendance, pour moderniser l'arsenal des engins de mort et les armes de destruction massive, de L'ARGENT IL Y EN A ! Or au même moment, les hôpitaux crévent faute de moyens, la sécurité sociale crie détresse, l'école, la recherche, la culture souffrent une cure d'austérité sans précédent, les SDF meurent de faim et de froid !

Sous la gauche plurielle, comme sous la droite, **les budgets militaires flambent**. On voit même fleurir dans nos villes des placards publicitaires incitant les jeunes sans emploi, formés ou pas, à s'engager. Si pour eux, ou elles, leur seul avenir est de devenir baroudeur ou CRS, craignons qu'un jour prochain, fuyant les borbiers lointains que deviendront « les théâtres d'opérations extérieurs », ces gens d'armes soient utilisés à mater les révoltes sociales en France et en Europe ! Car c'est aussi cela, la face cachée du futur état-major lillois: on commence par réprimer les peuples du monde et on finit par réprimer les travailleurs en révolte sur le territoire national ! Les anciens se souviennent de l'intervention des chars dans le Bassin Minier en 1948 (intervention décidée par le socialiste Jules Moch). Et demain ?



TELEGRAMME DE BAGDAD

Amara SELLALI est une jeune femme de la région Nord-Pas-de-Calais, qui a choisi d'être bouclier humain en Irak au printemps 2003. Profondément attachée à ce peuple irakien martyr, elle retourne régulièrement en Irak. En novembre dernier, elle nous transmettait ses impressions en ces termes:

Situation en Irak ne fait qu'empirer - seulement 3 à 4 heures d'électricité par jour à Bagdad - partout ailleurs, pas d'eau, pas de courant - Chaque jour de 7 h à 17 h, devant bureaux US, milliers irakiens, fatigués et lassés des mensonges du gouvernement Bush, protestent sur leurs conditions de vie - promesses de travail, de salaire, de sécurité, reconstruction des villages, des institutions : que du vent - Américains ont fait entrer avec eux alcool en vente libre, prostitution, affiches pornographiques sur les murs... et de la drogue - Groupes de résistants se multiplient et s'organisent: jusqu'à 10 attentats par jour contre la coalition - Boys ont peur d'être la prochaine cible - beaucoup veulent retourner chez eux - À ces très jeunes soldats Bush avait promis une guerre propre et rapide - Lors des fouilles à la recherche d'armes, nombreuses familles bagdadis se font voler or, argent ou biens précieux!!! - Tous les enfants sont malheureux: ils savent que leur avenir sera pauvre - tout ce qu'ils demandent: dormir sans la crainte de ne plus se réveiller, qu'on cesse d'en vouloir à leur pays, à leurs familles - «prenez notre pétrole et laissez-nous vivre» disent certains en s'avouant vaincus - «qu'a-t-on fait de si terrible?» dit un enfant «Pourquoi ma maison?» dit un père irakien qui a tout perdu - ... AUTANT DE QUESTIONS AUXQUELLES JE ME SENS IMPUIS-SANTE A REpondre - ET VOUS?



Amara SELLALI, Bagdad, nov. 2003

IRAK: Hier la RÉSISTANCE À L'INVASION,

Aujourd'hui LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE !

Le syndrome du Vietnam hante à nouveau l'armée yan-kee sur les terres historiques de la Mésopotamie. Bush le mal élu croyait qu'une guerre coloniale se gagne par le mensonge (les fameuses 'armes de destruction massive'), le complot et la trahison. Mais même après l'arrestation de Saddam Hussein — l'homme que les médias impérialistes n'ont cessé de présenter comme le « despote sanguinaire d'Orient » après l'avoir adulé quand il servait les intérêts prédateurs des multinationales — l'envahisseur est obligé de reconnaître que la guerre n'est pas finie.

La « fin » officielle de la guerre a été pourtant proclamée par Bush le 1er mai dernier. Mais depuis, 450 soldats US ont été tués, soit plus que dans la période de l'invasion! Et l'agence de presse anglophone UPI a révélé le 27 décembre que le nombre total de soldats américains évacués et blessés depuis le début de la guerre se chiffrait à près de 11 000, dont 2 273 blessés au combat et surtout (chiffre qui a étonné plus d'un aux États-Unis même) 8 581 évacués pour des causes dites « non-hostiles » (blessures, mais aussi 'problèmes mentaux', qui cachent en fait des dépressions et des refus de combattre).

Une fois le pays occupé, l'impérialisme états-unien comptait sur la mise en place d'une administration coloniale en s'appuyant sur les traîtres irakiens ramenés dans les fourgons de l'armée yankee, puis sur la mise en place d'une police et d'une armée de collabos et enfin sur l'exploitation du pétrole irakien au profit des multinationales qui ont financé l'élection de Bush et commandité l'invasion de l'Irak. Ce sont là les cibles systématiquement frappées par les « Francs Tireurs et Partisans » irakiens. Il s'agit d'empêcher la mise en place de la nouvelle administration

coloniale états-unienne à travers la présence militaire US, anglaise et polonaise, l'exploitation pétrolière et une police et une armée collaborationniste (un haut responsable de la police irakienne a reconnu récemment la mort de 265 hommes depuis le 1er mai).



La résistance irakienne diffère dans l'immédiat les plans états-uniens d'invasion des autres pays ciblés par la « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush : Iran, Cuba, Corée du Nord, etc. De même, cette résistance renforce la contestation montante en Arabie Saoudite, au Koweït (la 19^{ème} province enlevée à l'Irak par le colonialisme anglais pour en faire un puits de pétrole exploité par les multinationales) et dans les Émirats.

La résistance irakienne prolonge la formidable mobilisation anti-guerre à travers le monde qui avait précédé l'attaque états-unienne et réveille peu à peu l'opposition anti-guerre et anti-coloniale même aux USA. Chaque cercueil de soldats US, chaque attaque irakienne contribue à la prise de conscience de l'utilisation par les milliardaires US des fils et filles des masses laborieuses états-uniennes comme bourreaux et chairs à canon dans une guerre injuste et prédatrice.

La résistance irakienne renforce enfin la résistance héroïque du peuple palestinien martyr. Là où l'impérialisme hégémonique et dominant US échoue, il ne peut qu'être certain qu'Israël, cet État colonial, sioniste et fasciste sera vaincu.

Pour toutes ces raisons, plus que jamais l'ensemble des forces anti-guerre doivent continuer à donner de la voix et soutenir clairement et ouvertement les résistances des peuples irakien et palestinien.



SHARON CHERCHE UN PRETEXTE A LA « SOLUTION FINALE » SIONISTE DE LA QUESTION PALESTINIENNE !

Les sionistes israéliens ont bombardé le territoire syrien. Et cela quelques mois à peine après l'agression militaire et l'occupation coloniale de l'Irak par le grand frère états-unien. Cette attaque aérienne israélienne fait aussi suite à la démission du premier ministre imposé à Arafat, cet autre « De Gaulle » palestinien, par l'administration Bush. Le prétexte officiel immédiat est l'action « kamikaze » d'une jeune avocate palestinienne. En fait, Sharon cherche tout simplement l'occasion rêvée des sionistes pour vider la Palestine de ses populations : provoquer une guerre qui permettra de rééditer la « nakhba » de 1948, c'est-à-dire la purification ethnique (l'expulsion forcée) du peuple palestinien de l'autre côté du Jourdain. En attendant, Sharon construit un « mur » dit de « sécurité » pour enfermer les populations palestiniennes dans des bantoustans à la manière de l'apartheid sud-africain. Tous les stratagèmes des colonialistes sionistes fascistes ayant échoué, ils vont vers « la solution finale ».



Les communistes et le mouvement « altermondialiste »

La chute du mur de Berlin a été le signal de redémarrage du processus de mondialisation capitaliste interrompu par la victoire de la révolution d'Octobre, puis la victoire contre le nazisme, les luttes des travailleurs des pays capitalistes et enfin les révolutions anticoloniales des décennies 60 et 70.



La reprise de la mondialisation capitaliste signifie d'une part la paupérisation et la misère pour les peuples et les travailleurs partout sur la planète, d'autre part la multiplication des guerres d'agressions impérialistes d'autre part.

Partout sur la planète des prises de conscience sont en marche, des luttes de plus en plus radicales et dures se déroulent et des liens commencent à être fait entre les différents mouvements sociaux. Le mouvement dit « altermondialiste » est issu de ces prises de consciences et de ces luttes. La force de ce mouvement fait peur aux classes dominantes et aux états impérialistes. Ils cherchent en conséquences à le détourner de sa véritable nature: la remise en cause du système impérialiste mondial. Ils utilisent pour cela à la fois des procédés idéologiques et des stratégies d'infiltration et d'instrumentalisation.

L'utilisation d'un vocabulaire faisant disparaître les véritables ennemis des peuples est un des procédés idéologiques utilisé. Ainsi des journaux comme *Le Monde Diplomatique* en France ou des mouvement comme Attac utilisent les termes « libéral » ou « ultralibéral » alors que le véritable ennemi est le capitalisme. De même ils parlent d'« empire » pour ne pas parler d'impérialisme. Le terme libéral oriente nos luttes vers l'idée d'un « capitalisme plus humain » (non libéral ou non ultralibéral) et le terme d'empire cible uniquement les U.S.A. en oubliant que c'est l'ensemble des impérialismes (y compris l'Europe et la France) qui est notre véritable cible.

Une multitude d'autres termes sont véhiculés consciemment dans le mouvement pour freiner la prise de conscience anticapitaliste et anti-impérialiste : 'développement durable', 'développement solidaire', 'aide au développement', 'citoyenneté', etc.

Le mouvement altermondialiste est donc partagé entre deux lignes :

- Celle de la prise de conscience anticapitaliste débouchant sur des revendications et des luttes de rupture: annulation de la dette sans condition et exigence de réparation des dégâts de l'esclavage et de la colonisation, occupation des terres par les paysans sans terre, soutien à Cuba et aux chefs d'État défendant la souveraineté nationale, exigence de sortie des pôles économiques construit par les différents impérialismes (CEE, ALENA, etc.) ;
- Celle de la volonté de réformer le capitalisme pour le sauver débouchant sur des revendications différentes: échelonnement de la dette, taxe Tobin, réforme de la Banque mondiale et du FMI, exigence d'un gouvernement mondial (c'est à dire niant en fait les nations). etc.

Les communistes ne peuvent pas être indifférents à ces débats. Ils ne peuvent pas s'enfermer dans une tour sectaire et «puriste». Au contraire, ils doivent investir chaque fois que cela est possible ces espaces de confrontation idéologique pour soutenir les prises de conscience des ruptures avec le capitalisme et combattre les illusions sur une réforme possible du capitalisme. C'est sur ces bases que des militants de la Coordination Communiste Nord-Pas-de-Calais ont participé au FSE qui s'est tenu début novembre à Paris-Saint-Denis.

**Le capitalisme n'est pas réformable, il est à abattre !
Un autre monde est non seulement possible mais nécessaire !**



're-mondialisation' capitaliste, puisque justement il fut montré le rôle de la Révolution d'Octobre dans l'arrêt (temporaire) d'un processus de 'mondialisation' entamé dès le XIXème siècle.

A la tribune, un riche plateau composé d'acteurs des luttes des peuples contre l'impérialisme, des luttes ouvrières en Europe, et des dirigeants politiques communistes: un représentant cubain, un représentant palestinien (du FPLP), notre amie Amara de retour de Bagdad, Roberto d'Orazio dirigeant ouvrier de la lutte contre la fermeture des Forges de Clabecq (Belgique).

Sur le plan des organisations politiques avaient répondu présent Charles Hoareau, dirigeant des chômeurs de Marseille et animateur des 'Rouges Vifs', Georges Gastaud, dirigeant de la FNARC et bien sûr... la Coordination Communiste Nord-Pas-de-Calais. A l'arrivée, un débat fort riche qui marquera ce 86ème anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Le 22 novembre, à l'invitation du **Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire**, s'est tenu à Villeneuve d'Ascq la traditionnelle fête pour l'anniversaire de révolution socialiste d'Octobre 1917. Le débat de l'après-midi portait cette année sur la 'mondialisation' - ou plus exactement sur la



L'Éducation Nationale après les grèves du printemps 2003: entre colère et amertume

Le puissant mouvement de grève de mai-juin 2003 contre la réforme des retraites avait une dimension interprofessionnelle, mais il a été particulièrement important dans l'Éducation Nationale qui était confrontée, en plus de l'attaque sur les retraites, à des problèmes spécifiques qui posaient la question fondamentale de l'avenir du service public d'Éducation (régionalisation des personnels non-enseignants, des conseillers d'orientation, suppression du statut d'étudiant-surveillant).

Plus fondamentalement, c'est un véritable ras-le-bol qui s'est exprimé dans les établissements scolaires, parfois dès le mois de mars dans certaines régions, sous une forme inédite - la grève reconductible — qui exprimait la volonté d'une grève dure allant au-delà des traditionnelles 'journées d'action'.

En mai, autour de la question des retraites, a commencé à se construire des convergences interprofessionnelles, dont la journée de grève du 13 mai puis la manifestation à Paris le 25 mai ont été les plus fortes expressions, sans que l'on arrive cependant à la réalisation de la grève générale, pour laquelle beaucoup de militants ont travaillé, y compris évidemment les militants de la Coordination Communiste.

La non-réalisation de cette généralisation de la grève et donc l'échec du mouvement de grève qui n'a pu bloquer la réforme des retraites (qui entre en application ce 1er janvier 2004) et n'a pas davantage gagné sur le terrain spécifique de l'Éducation Nationale (si ce n'est la non-décentralisation de quelques catégories numériquement peu importantes et le report à 2005 pour la décentralisation des autres), tout cela s'est traduit depuis septembre par un profond sentiment d'amertume et de colère. Colère contre le gouvernement, mais aussi colère contre les directions syndicales nationales dont le caractère timoré est apparu aux yeux de nombreux militants de la grève. Cet échec ne doit pas cependant se traduire en abattement mais en prise de conscience du danger constitué par l'influence de la social-démocratie réformiste (PS ou PCF) au sein des syndicats, y compris au sein de la CGT. Re-développer (après la trahison du PCF passé de l'autre côté de la barricade de classe) un puissant courant révolutionnaire de lutte de classe au sein des travailleurs, et donc au sein de toutes les organisations que se sont données les travailleurs (les syndicats) est une des conditions permettant au mouvement social de se placer sinon toujours en position de gagner, du moins de **mener réellement le combat**. La Coordination Communiste a cet objectif.



Au-delà de la défaite, le mouvement dans l'Éducation Nationale a été pour beaucoup d'enseignants une prise de conscience réelle de l'existence de la classe ouvrière. Les AG interpro, manif interpro co-organisées, les distributions collectives de tracts à la sortie des entreprises ont permis à une minorité combative d'enseignants, souvent jeunes, d'expérimenter de nouvelles formes de luttes en rupture avec le corporatisme. C'est un acquis important. Ponctuellement, on pu assister dans la foulée du mouvement de mai-juin à un réinvestissement militant aux côtés d'autres secteurs en lutte (intermittents, mouvement des sans-papiers en grève de la faim en juin-juillet à Lille). La grève est toujours une école du militantisme.

Depuis septembre, les enseignants sont silencieux, frappés financièrement par les retenues sur salaires et moralement par l'échec du mouvement. Les sujets de mécontentement sont cependant toujours-là et de nouveaux apparaissent, en particulier sur le front de l'emploi: des suppressions massives de postes sont programmées pour la rentrée 2004 (près de 600 suppressions de postes d'enseignants dans le seul Nord-Pas-de-Calais qui tient ici l'un des record national !). Mais l'attention des personnels de l'Éducation Nationale a été détournée ces dernières semaines, d'une part sur le fameux « Débat sur l'École » (vaste supercherie pseudo-démocratique) et d'autre part sur la question dite du « foulard islamique ». Le foulard a été et est encore une vaste diversion organisée par le gouvernement, diversion qui touche d'ailleurs au-delà des enseignants puisqu'il s'agit d'une stratégie politique consciente du gouvernement qui se manifeste par exemple également par la mise en place par Sarkozy du Conseil Français du Culte Musulman ou par la promotion médiatique de Tarik Ramadan. Tous ceux (notamment l'organisation 'Lutte Ouvrière') qui ont fait de l'agitation autour de la question du foulard pendant ces dernières semaines ont contribué à cette diversion gouvernementale.



Notes de lecture



TOUS POUVOIRS CONFONDUS

État, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation, Geoffrey GEUENS, Introduction

Jean BRICMONT aux éditions EPO, 248 pages

Bienvenue dans les entrailles du nouvel ordre mondial. Découvrez les membres des plus grands cercles de l'élite et des principaux lobbies agissant en coulisses pour conforter la configuration actuelle de la «mondialisation» : la Commission Trilatérale, le Council on Foreign Relations, le Groupe de Bilderberg, Aspen France... Vous n'y êtes jamais convié ? Évidemment ! Top secret et réservé aux industriels, financiers, ministres, commissaires européens, journalistes célèbres, magistrats et militaires bardés d'étoiles...

Quelles sont les 100 plus grandes compagnies dans le monde, les géants sur le plan européen et les plus puissants monopoles financiers de la planète ? En dévoilant les noms et le parcours politique de ceux qui siègent dans leurs conseils d'administration, l'auteur décapite la thèse selon laquelle les gouvernements seraient victimes des multinationales...

La presse, les médias, un 4ème pouvoir ? En procédant à une analyse méticuleuse des actionnaires des grands groupes médiatiques, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe, ce livre dévoile à quel point l'information est sous contrôle.

En décortiquant l'entrelacement des directoires politiques, économiques et militaires, l'auteur nous présente également le nouveau complexe militaro-industriel ou, comment la crise et la militarisation de l'économie sont à l'origine des nouvelles « croisades guerrières ». Révéler tous ces réseaux croisés d'intérêts et de collusions, c'est dessiner le véritable organigramme de la «mondialisation» des grandes puissances.

Geoffrey GEUENS est assistant à la section Information et Communication à l'Université de Liège.